

Edito du journal de mars 2009**Souveraineté alimentaire****La FAO devrait s'en inspirer...**

La souveraineté alimentaire, vous en avez entendu parler plus d'une fois! D'autant que ce terme est maintenant largement utilisé. Cela veut-il pour autant dire que la définition de ce concept élaboré en 1996 en marge d'un sommet de la FAO est comprise par tous de la même manière? On peut en douter. D'où l'absolue nécessité de maintenir le cap sur ce dossier.

Tout récemment, l'Office fédéral de l'agriculture a eu le mérite d'offrir à des organisations comme Uniterre l'occasion de rencontrer des responsables de la FAO (organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation). Cette agence de l'ONU est en phase de réforme et le directeur adjoint, Jim Butler, s'est déplacé en Suisse pour rencontrer «la société civile», «les politiques» et «l'économie privée». Lorsqu'une agence de cette importance est en réforme, il s'agit de ne pas manquer l'occasion de tenter d'insuffler quelques idées fraîches et innovantes à un organisme qui, de l'aveu du directeur adjoint, a attendu 60 ans pour faire son bilan de santé. Nous nous trouvons face à un problème de taille. Pour nous, la FAO ne doit pas perdre ses prérogatives et doit être l'organe international qui doit débattre et décider des questions liées à l'agriculture et à l'alimentation. Il a l'avantage de fonctionner sur le principe d'un gouvernement, un vote. Il devrait regagner en importance sur l'échiquier international et rester complètement indépendant d'autres organes tels que le FMI, la BM ou l'OMC. Le problème, c'est qu'à l'interne même de la FAO, ce principe n'est pas acquis chez tout le monde. Certains, dont M. Butler, semblent fort sensibles aux appels des sirènes de l'économie privée. C'était les propos qu'il tenait dans une interview parue dans le Schweizerbauer. Pour lui, Nestlé et Syngenta peuvent jouer un rôle important dans l'aide au développement du secteur agricole. On en doute... Il est suivi dans cette vision par le Suisse Samuel Jutzi, responsable de la production animale à la FAO, qui estime que la faim peut être vaincue par un saut technologique. Quant à la souveraineté alimentaire, elle serait en soi un danger puisqu'elle s'affranchit du principe de l'avantage comparatif (qui a pour objectif de produire là où c'est le moins cher et d'augmenter ainsi les échanges commerciaux entre pays). C'est le courant qui prône des solutions de notre point de vue complètement obsolètes et qui, comme la révolution verte, ont montré leur inefficience.

L'espoir est que d'autres personnes à la FAO soient par contre attirées par les conclusions du rapport mondial sur l'agriculture qui ont été publiées l'an dernier. Elles disent par exemple qu'il est nécessaire de relocaliser les marchés, de garantir un accès aux ressources naturelles, à la terre et à la connaissance. Qu'il faut s'assurer que les marchés rémunèrent de manière juste et équitable les travailleurs de la terre. Que l'agriculture paysanne familiale est l'avenir et que le business tel qu'il a cours aujourd'hui n'est plus une option. C'est cette tendance qu'il faut renforcer au sein des instances de l'ONU. Elle existe et nous devons l'utiliser car à l'heure actuelle, il n'y a pas d'autres options que d'avoir une FAO forte, malgré ses manques. Le concept de souveraineté alimentaire doit être réexpliqué, il faut réussir à convaincre. Pour ce faire, la FAO doit, dans sa stratégie, impliquer plus largement les premiers concernés que sont les paysans et les pêcheurs.